



DÉMOCRATIE ET INÉGALITÉS DANS LES AMÉRIQUES

Victor ARMONY

Professeur au département de sociologie, UQAM

Directeur de recherche, Chaire MCD

Le mot pluriel Amériques, de plus en plus présent dans le discours public, traduit la volonté de nommer une réalité marquée à la fois par des convergences -une identité géographique et historique commune à tout l'hémisphère - et de profondes divergences qui se traduisent par un clivage Nord-Sud.

Les peuples américains sont, en effet, liés par l'ambitieux projet de création d'un «Nouveau Monde» dont la promesse s'est réalisée pour certains groupes et communautés, mais trop souvent au détriment d'une large partie de la population. La possibilité d'une intégration continentale nous confronte, encore une fois, au contraste entre l'univers «anglo-saxon» (on pourrait dire de manière plus inclusive, mais moins précise, l'univers nord-américain) et l'univers «latin», ou ibérique (espagnol et portugais), ce que l'écrivain mexicain Octavio Paz a appelé les «deux versions de la civilisation occidentale» qui se sont implantées en Amérique. Les questions que l'on soulève aujourd'hui à l'égard de ce qui unit et de ce qui sépare ces deux Amériques ont fait l'objet de longs débats depuis le dix-neuvième siècle.

Ces deux versions de l'américanité sont-elles compatibles? Faut-il les rapprocher? Quelles sont les raisons qui expliquent les différences entre l'une et l'autre, notamment en ce qui concerne leur degré de stabilité et de prospérité? Ces différences sont-elles surtout de nature culturelle, politique ou économique? Comment expliquer l'ambivalence des Latino-américains face aux États-Unis, tantôt réfractaires à toute association avec le géant du Nord, tantôt entraînés par une «nordomanie» que l'essayiste uruguayen José Enrique Rodo dénonçait déjà en 1900? Afin de pouvoir saisir la pertinence et la portée de telles questions à la lumière des processus actuels de mondialisation et d'intégration panaméricaine, il est nécessaire d'établir un certain nombre de faits. L'image courante que l'on se fait de l'Amérique latine, en particulier celle alimentée par les médias, est traversée par bien des stéréotypes qui contribuent à perpétuer une lecture réductrice des problèmes et des défis auxquels les peuples de la région font face. C'est pourquoi au moins trois constats s'imposent.

Premier constat: l'Amérique latine n'est pas «pauvre», mais une grande proportion de ses habitants vit en état de pauvreté - parfois extrême - en raison de l'injustice sociale. Selon des données de la Banque mondiale, 35% des Latino-américains sont pauvres, ce qui équivaut à l'ensemble de la population du Brésil (quelque 177 millions d'habitants). Environ 40% du revenu de la région est détenu par les 10% les plus riches de la population, alors que les 30% les plus pauvres ne reçoivent que 7,5% du total des revenus. Et la brèche tend à s'élargir: alors qu'en 1970, le 1% le plus riche de la population gagnait 363 fois plus que le 1% le plus pauvre, en 1995, l'écart atteignait un taux de 417. Or, cette situation n'est pas le résultat d'un manque de ressources. Il faut le souligner, l'Amérique latine est la région la plus inégalitaire de la planète. En fait, si la distribution du revenu était comparable à celle de l'Europe de l'Est ou de l'Asie du Sud, la pauvreté serait, à toutes fins pratiques, éliminée du continent.



Deuxième constat: les nations latino-américaines ne sont pas «jeunes» en ce qui concerne leur expérience politique. L'indépendance des peuples latino-américains était déjà accomplie vers 1830, précédant ainsi de plus d'un siècle les mouvements anti-coloniaux du tiers-monde. Or, le fait que les pays latino-américains se soient constitués comme nations de façon relativement précoce implique qu'ils ont été ébranlés dès le départ par les tensions que l'on connaît dans tout État moderne: celles liées à la problématique de la représentation politique, de l'unité nationale, de la justice sociale et de la citoyenneté comme principe de reconnaissance de droits et d'attribution de devoirs. On ne peut pas trop insister sur le fait que les pays latino-américains possèdent une riche histoire de mobilisations populaires. Bien évidemment, les résultats de ces tensions ont très souvent été négatifs à l'égard de l'épanouissement des institutions démocratiques et de l'avancement collectif. Cependant, il faut surtout s'empêcher de tomber dans le piège qui consiste à voir dans les «jeunes démocraties» latino-américaines des acteurs qui en seraient à leurs premiers pas en ce qui concerne les enjeux de la construction d'une société plus juste. Cette bataille n'est pas près d'être terminée, mais elle a établi des acquis bien réels dans les institutions et dans la conscience et la mémoire des acteurs. (...) Troisième constat: le terme «Amérique latine» rend compte d'une appartenance commune, mais il tend à cacher l'extraordinaire hétérogénéité démographique du continent. Des populations d'origine amérindienne, africaine et européenne coexistent ou se mélangent dans des configurations très diverses, sans oublier la présence d'importantes minorités asiatiques. Mais l'adoption du modèle national et républicain a favorisé une démarche de «création de peuples» sur la base de projets idéologiques extrêmement puissants. Le nationalisme homogénéisateur promulgué par les élites de chaque pays a eu tendance à exclure d'emblée toute reconnaissance effective de la pluralité ethnique et linguistique des citoyens. Ce n'est que très récemment que les communautés autochtones ont réussi à faire entendre leur voix et que les États ont commencé à abandonner un discours officiel qui prône le monolithisme culturel (au nom de l'imaginaire du métissage et de la «fusion des races»). Des changements significatifs ont eu lieu dernièrement, autant sur le plan symbolique (par exemple, l'adoption de l'aymara et du quechua comme langues officielles en Bolivie) que politique et constitutionnel, mais le chemin à parcourir reste long et plein d'obstacles.

Quelles conclusions devons-nous tirer de ces constats, relativement au processus d'intégration panaméricain dont le Sommet de Québec semble constituer une étape fondamentale? D'abord, nous devons comprendre que le contraste en question n'est pas tant celui d'une Amérique riche, moderne et démocratique versus une Amérique pauvre, traditionnelle et autoritaire, que l'écart entre une Amérique plus égalitaire au Nord et une Amérique extraordinairement inégalitaire au Sud. Il faut accepter qu'il n'y pas d'Amérique latine à «éveiller» à la modernité, non plus qu'une Amérique latine à protéger des forces de l'«occidentalisation». Il y a une Amérique latine - c'est-à-dire une autre façon d'être Américain que celle du Nord - où l'équilibre entre le politique et l'économique - entre démocratie et capitalisme - n'a jamais été pleinement accompli. Les pays latino-américains sont tous tiraillés entre l'élan vers l'unité et la reconnaissance de la pluralité, entre la défense du droit à la propriété et la revendication du droit à l'égalité, entre l'idéal universaliste et l'ancrage particulariste. La mondialisation actualise et radicalise ces tensions, ces contradictions inhérentes à toute société moderne. Dans un contexte global où, même dans les pays dits avancés, l'équilibre entre démocratie et capitalisme est de plus en plus instable, la logique économique l'emportant sur la logique politique, les risques pour l'Amérique latine sont majeurs. Le projet d'intégration des Amériques, tel qu'il s'annonce, ne fera qu'accentuer ce dangereux tournant.



Peut-on penser à des alternatives réalistes? Peut-être plus clairement que jamais dans l'histoire de la région, l'opportunité est bien là pour que les pays avancent concrètement dans le sens du vieux rêve de l'unité latino-américaine. Il ne s'agit certainement pas de raviver l'idée archaïque d'une uniformisation culturelle ou ethnique des peuples, mais plutôt d'articuler les projets nationaux de développement politique et économique dans une vision d'ensemble. L'énorme influence des États-Unis sur l'hémisphère - et sur la planète - est une réalité inévitable. Les Latino-américains ne sont pas contre le principe de l'intégration hémisphérique, ils ne voient pas non plus dans la mondialisation une menace immédiate pour leur identité collective. En fait, un sondage réalisé dans 14 pays de l'Amérique latine (représentant 95% de la population du continent) montrait en 1998, que 70% des Latino-américains étaient favorables à la création d'une zone de libre-échange des Amériques. Le problème réside, bien sûr, dans la manière dont les négociations vont se dérouler, ainsi que dans la façon dont les États vont établir leurs alliances et formuler leurs stratégies communes. Selon que l'on adopte une définition large ou restreinte (notamment en ce qui concerne les Caraïbes), l'Amérique latine réunit entre 20 et 30 pays. Leur action concertée - aussi bien les gouvernements que les sociétés civiles - est probablement la seule option qui reste aux peuples du continent pour préserver - du moins en partie - leur autonomie économique, et, peut-être même, leur souveraineté politique.

Texte paru dans La Presse (Montréal). 17 avril 2001.

http://www.cyberpresse.ca/reseau/editorial/xp/edi_p1049715.html